



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Hors commission

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER.

Hors commission - Chambre Régionale des Comptes (CRC) Occitanie - Montpellier Méditerranée Métropole - Bilan des actions entreprises suite au rapport d'observations définitives 2015

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération en date du 28 novembre 2016, l'Assemblée délibérante a pris acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) sur la gestion des exercices 2010 et suivants de l'ex Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Conformément à la Loi NOTRe et en application de l'article L.243-7 du Code des juridictions financières, le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est tenu de présenter devant l'Assemblée délibérante, et dans le délai d'un an, un rapport sur les actions entreprises suite aux observations de la CRC.

Ainsi, eu égard aux recommandations formulées par la CRC, et rappelées ci-après, il convient de mentionner les actions correctrices qui ont été entreprises par la Métropole.

A titre de rappel, le rapport d'observations définitives a traité des thématiques suivantes : Finances, Ressources Humaines, Gestion des frais de voyages déplacements missions des élus et agents, Montpellier Unlited, Association pour la promotion des flux touristiques et économiques (APFTE), Unité de Méthanisation AMETYST.

Onze recommandations ont été apportées par la Chambre, dont trois relatives au domaine financier, six relatives aux Ressources Humaines, une relative à la structure APFTE, et une relative à l'usine AMETYST.

Conformément aux dispositions légales, article L243-9 du Code des juridictions financières cette délibération sera communiquée à la Chambre Régionale des Comptes, afin d'alimenter une synthèse annuelle qui sera elle-même présentée par le Président de la CRC devant la Conférence Territoriale de l'Action Publique (CTAP). Chaque chambre régionale transmet cette synthèse à la Cour des Comptes en vue de la présentation du rapport public annuel.

En matière de fiabilité financière

Recommandation n°1 :

Améliorer la fiabilité des comptes par la régularisation des amortissements qui auraient dû être pratiqués sur les investissements désormais rattachés au budget annexe des transports.

Les amortissements relatifs à la ligne 1 de tramway sont désormais à jour sur le Budget Annexe Transport.

Les investissements réalisés pour les lignes 2, 3 et extension 1, et pour le bouclage de la ligne 4, sur le budget principal sont en cours d'intégration des comptes 23 immobilisations en cours vers les comptes 21 définitifs, et en cours de transfert sur le Budget Annexe du Transport, en étroite collaboration avec les services de la Trésorerie. Ce travail devrait aboutir au cours du premier semestre 2018, et permettra à ce budget annexe de retracer l'ensemble de cette activité.

Les amortissements réglementaires consécutifs à ces intégrations (ligne 2, 3 et bouclage 4) ont été budgétés pour 2018.

	Compte Administratif Transport 2016	Compte Administratif Transport 2017	Budget Annexe Trans- port 2018
Amortissements	10 502 968,00 €	10 842 422,00 €	38 636 719,00 €

A ce jour, les intégrations réalisées concernant ces lignes de tramway s'élèvent à 45 339 706,05 €.

Certificats Administratifs	Montant de l'intégration sur compte définitif
du 06/11/2017	23 215 580,95 €
du 01/02/2018	22 124 125,10 €
	45 339 706,05 €

Les intégrations relatives à la ligne 2 ont été transmises en date du 26 mars 2018 à la Trésorerie pour validation pour un montant de 597 008 143,63 €.

Recommandation n°2 :

Parfaire la fiabilité des comptes en assurant le recensement exhaustif et contradictoire des éléments constitutifs du patrimoine afin d'être en mesure de produire, en collaboration avec le comptable, des documents concordants, ainsi qu'en prenant en compte les risques par une pratique plus systématique des provisions.

- Sur l'état du patrimoine :

Au 1er janvier 2015, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue Montpellier Méditerranée Métropole. Ce changement de statut a entraîné un important transfert de compétences de la part des 31 Communes du territoire. De plus, au 1er janvier 2017, le Conseil Départemental de l'Hérault a transféré la compétence voirie à la Métropole.

Ces transferts s'accompagnent du transfert des biens immobilisés relatifs à ces compétences en pleine propriété. En outre, au-delà des transferts intervenus à partir de 2015, l'ensemble des biens mis à disposition lors de transferts antérieurs, doit être intégré en pleine propriété dans l'inventaire de la Métropole.

Dans le cadre de ces transferts, la DDFiP (Direction Départementale de Finances Publiques) a été facilitatrice en mettant à disposition un agent qui a travaillé sur les bilans des 31 Communes.

De plus, un marché d'accompagnement de Montpellier Méditerranée Métropole pour la fiabilisation de l'inventaire comptable a été notifié le 05 décembre 2017.

Ce marché conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa notification comporte deux tranches.

La première tranche porte sur le recensement des immobilisations et des subventions transférées dans le cadre des transferts de compétences (espace public, nettoyage, défense contre l'incendie, aire d'accueil des gens du voyage, PLU (Plan Local d'Urbanisme)) des 31 Communes au 1er janvier 2015, et de la voirie métropolitaine du Département de l'Hérault au 1er janvier 2017.

La deuxième tranche porte, d'une part, sur la finalisation de la mise en concordance de l'actif du comptable et de l'inventaire de l'ordonnateur au 31/12/2017 et, d'autre part, sur la vérification de l'exhaustivité de l'inventaire au regard des compétences transférées (culture, sport, assainissement, déchets) à compter du passage en Communauté d'Agglomération par les syndicats et les Communes.

Parallèlement à cela, la Métropole a engagé une démarche volontariste dont les résultats sont conséquents. De nombreuses séances de travail sur le bilan ont ainsi été organisées avec les services de la Trésorerie :

- 18 octobre 2017,
- 06 novembre 2017,
- 27 novembre 2017,
- 15 décembre 2017,
- 09 janvier 2018,
- 01 février 2018,
- 02 février 2018.

- ✓ Concernant l'intégration des constructions au patrimoine de la Métropole (*des comptes 23 immobilisations en cours sur des comptes d'immobilisations définitifs*): 117.4 M€ ont été intégrés.

Budget Principal :

Certificat Administratif	Montant de l'intégration sur compte définitif
du 23/10/2017	50 289 233,31 €
	50 289 233,31 €

Budget Annexe Assainissement :

Certificat Administratif	Montant de l'intégration sur compte définitif
du 11/12/2017	64 583 272,30 €
	64 583 272,30 €

Budget Annexe Eau potable :

Certificat Administratif	Montant de l'intégration sur compte définitif
du 11/12/2017	2 463 476,68 €
	2 463 476,68 €

✓ Concernant les nouvelles compétences Métropole :

- Au titre des transferts en pleine propriété des biens mis antérieurement à disposition : 210.8 M€ régularisés :

Des transferts d'immobilisations immobilières ont été réalisés entre la Ville de Montpellier et la Métropole pour 210 819 609,37 €. Cela concerne notamment les aires d'accueil des gens du voyage, les parkings, les complexes sportifs et piscines etc.

Certificats Administratifs	Montant du transfert
du 17/10/2017	156 153 573,19 €
du 26/10/2017	20 708 977,03 €
du 04/12/2017	5 357 268,99 €
du 04/12/2017	28 599 790,16 €
	210 819 609,37 €

- Au titre des transferts de biens dans le cadre de la compétence Eau et Assainissement :

Les Directions de l'Eau et de l'Assainissement, du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel, en charge du transfert des biens des Communes en pleine propriété par actes administratifs et décisions, rencontre des difficultés pour retracer les origines de propriété. En effet, les Communes ne disposent pas toujours de ces éléments, il est donc nécessaire de passer par le service de publicité foncière, ce qui nécessite du temps et est onéreux.

De plus, dans certains cas, aucun élément probant n'est retrouvé afin de permettre de retracer les origines de propriété. La question se pose alors de savoir comment la justifier dans la mesure où elle est indispensable pour la publication des actes de transfert au service de publicité foncière.

Cela retarde de facto l'adoption des procès-verbaux de transfert à la Régie. Cependant, afin de pallier cette problématique et les conséquences qui en découlent, nous allons procéder au transfert comptable de ces biens par procès-verbaux comptables comme évoqué lors d'une réunion tripartite entre la Trésorerie, le cabinet BST et la Direction des Finances Métropole le 02 février 2018.

Ces derniers pourront donner lieu ultérieurement à des réajustements, le cas échéant, avec les valorisations retenues dans les actes de transferts juridiques. Une priorité est donnée pour procéder aux transferts des biens de la Ville centre ce qui devrait permettre de régulariser une grande partie de la totalité des biens à transférer.

- Sur la constitution des provisions :

La Métropole a voté et passé des écritures de provisions en 2016 :

- Provisions pour litiges et contentieux : 200 000 €,
- Provisions pour risques de loyers impayés : 300 000 €.

Des provisions complémentaires ont été passées en 2017 :

- Provisions pour litiges et contentieux : 100 000 €,
- Provisions pour risques de loyers impayés : 200 000 €,
- Dépréciations des titres de participations : 5 200 000 €.

Des provisions supplémentaires sont prévues au Budget Primitif 2018 :

- Dépréciations des titres de participations : 2 500 000 €.

Un comité de gestion des risques est en cours de constitution à la Métropole qui étudiera la question des provisions pour non-valeur.

Recommandation n°3 :

Fiabiliser le suivi et l'enregistrement comptable des restes à réaliser d'emprunts.

Conformément aux recommandations de la Chambre, le montant des restes à réaliser d'emprunt de 2016 sur l'exercice 2017 correspond à la totalité du contrat d'emprunt.

En matière de ressources humaines

Recommandation n°4 :

Formaliser la politique globale de recrutement afin d'en faire un réel levier de maîtrise des coûts.

La récente réorganisation de la Direction des Ressources Humaines de Montpellier Méditerranée Métropole, mise en œuvre à l'occasion de sa mutualisation avec la Direction des Ressources Humaines de la Ville de Montpellier, doit permettre de répondre de façon formalisée à cet enjeu, lequel était bien sûr, déjà intégré à l'ensemble des processus.

Le constat effectué par la CRC était en premier lieu celui d'une **disparité des informations** présentées concernant le décompte des effectifs entre le rapport sur l'état de la collectivité, le compte administratif et les autres éléments de suivi fournis. L'un des objectifs du nouveau Pôle Ressources Humaines rassemblé est **d'optimiser le pilotage des données et indicateurs RH**. Un poste de catégorie A, a ainsi été transformé, pour être en partie consacré à cette mission de production des indicateurs stratégiques RH et de coordination du REC.

Par ailleurs, concernant la maîtrise de l'évolution des effectifs et en conséquence de la masse salariale, Montpellier Méditerranée Métropole qui instruisait déjà de façon approfondie toute demande de recrutement ou de création de poste, a institué, en complément, depuis la mutualisation des ressources humaines, **un Comité de Pilotage de maîtrise des postes et de la masse salariale**.

Il s'agit d'une instance collégiale composée de la Direction Générale des Services (Directeur général des services et Directeurs généraux adjoints), du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, et de la Direction Organisation Evaluation.

Toute demande de création, suppression ou transformation de poste doit faire l'objet d'une inscription et d'une présentation devant cette instance qui rendra une proposition d'arbitrage sur celle-ci, l'objectif étant de contrôler et réguler à l'échelle de la Métropole les décisions ayant un impact direct sur l'évolution de la masse salariale.

Une démarche de dialogue de gestion va par ailleurs être engagée afin de partager avec les directions opérationnelles les indicateurs relatifs notamment aux dépenses de remplacement dans la même optique d'optimisation.

Comme le suggérait le rapport d'observations définitives, une formalisation plus étendue des procédures va également être engagée.

Toutefois il convient de rappeler que malgré cette volonté affirmée de maîtrise des effectifs et de la masse salariale, la Métropole doit faire face à un accroissement constant de son périmètre d'activité, notamment du fait des transferts de compétences, qui ne peut qu'entraîner un accroissement des moyens et des dépenses afférentes, même si des outils sont mis en œuvre afin de les optimiser.

Recommandation n°5 :

Afin de se conformer aux dispositions légales sur le temps de travail, reconsidérer notamment les jours supplémentaires de permanence et engager une réflexion permettant de compléter cette démarche par d'autres mesures correctrices.

Le temps de travail à Montpellier Méditerranée Métropole est régi par un protocole d'accord antérieur au décret n° 2001-623 du 12 juillet 2011, dérogeant aux dispositions de ce dernier au titre des droits acquis.

La réglementation n'a pas évolué depuis l'intervention du rapport d'observations définitives, et le protocole susmentionné est donc toujours en vigueur, comme le permet la réglementation.

Montpellier Méditerranée Métropole mettra en œuvre toute évolution ultérieure de la réglementation qui s'imposerait à elle.

Un premier temps d'échange est déjà intervenu avec les organisations syndicales en anticipation de cette éventuelle évolution.

Recommandation n°6 :

Engager une réflexion sur les moyens d'optimiser la gestion du temps de travail des personnels, particulièrement dans les services à activités saisonnières ou fortement variables, notamment par une annualisation du temps de travail.

L'objectif de la Métropole étant l'optimisation de ses ressources, tant dans un souci de maîtrise de la masse salariale, que de qualité de service rendu aux usagers, toutes les pistes d'optimisation de l'organisation du travail sont à étudier. Il est toutefois à souligner que les services ayant des contraintes particulières liées à leur activité font déjà l'objet de cycles de travail spécifiques, intégrant l'ouverture des équipements sur une grande amplitude quotidienne, ainsi que les samedis et/ou dimanches.

En outre, les besoins saisonniers et les heures supplémentaires ne peuvent dans tous les cas être totalement absorbés par l'annualisation du temps de travail, lorsque la totalité du temps de travail est déjà nécessaire à l'activité existante : un surplus de temps de travail reste donc bien nécessaire.

Recommandation n°7 :

Analyser les causes de l'absentéisme du personnel afin d'élaborer un plan en vue de sa limitation.

La nouvelle organisation, issue de la mutualisation des Directions des Ressources Humaines de la Ville de Montpellier et de la Métropole, a institué une Direction de la Qualité de Vie au Travail et du Dialogue Social, comprenant un service Qualité de vie au travail, qui démontre l'importance accordée à cette thématique. La collectivité engage pour l'année 2018, le lancement d'une démarche relative à la qualité de vie au travail, pour laquelle elle prévoit de se faire accompagner par l'ARACT (Association régionale pour l'amélioration des conditions de travail), et qui doit être présentée en CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail). La démarche débutera par la réalisation d'un diagnostic, qui reposera notamment sur un questionnaire à l'attention de l'ensemble des agents. Ce diagnostic sera complété par des groupes de travail d'agents et d'encadrants visant à identifier les « situations à risques » (*situations concrètes de travail pouvant potentiellement engendrer des risques psycho-sociaux*) et proposer des actions correctives dans les thématiques qui auront été dégagées grâce au questionnaire.

Cette démarche constitue le fondement du plan de lutte contre l'absentéisme.

La Direction de la Qualité de Vie au Travail et du Dialogue Social comporte également une nouvelle fonction de chargé de mission, dédiée au plan managérial, afin d'accompagner les managers, tant dans leurs propres problématiques permettant d'éviter les situations de mal être, que dans leurs pratiques, permettant d'éviter que celles-ci puissent être sources de mal être pour leurs collaborateurs.

Un plan d'action est également en cours d'élaboration par la Direction des Parcours Professionnels et des Compétences afin de mieux anticiper la seconde partie de carrière des agents exerçant des métiers identifiés comme « usants ». La réalisation d'entretiens de seconde moitié de carrière notamment, sera progressive-

ment mise en œuvre, et permettra de mieux anticiper l'usure professionnelle, et de prévenir l'absentéisme qu'elle peut générer.

Au-delà des métiers identifiés comme « usants », des outils tels que la formation sont également développés ou renforcés pour accompagner les souhaits de mobilité des agents, et globalement favoriser celle-ci.

Si la Métropole entreprend ces démarches dans un souci général de qualité de vie au travail de ses agents, sur le fond, il est toutefois à préciser, que les taux d'absentéisme constatés ne présentent pas un caractère discordant avec ceux des collectivités de taille similaire.

Recommandation n°8 :

Améliorer le suivi global de l'évolution des effectifs en fiabilisant les données comparées des comptes administratifs et rapports d'activité.

Comme indiqué préalablement (*recommandation n°4*), une démarche est engagée concernant la production d'indicateurs relatifs aux ressources humaines, via la création d'une Direction du Pilotage et de la Modernisation des Ressources Humaines, comprenant notamment un poste en partie dédié à la production d'indicateurs.

Il est toutefois à souligner que chaque document présente des indicateurs, qui sous un même libellé tel que celui d'« effectifs », ne correspondent pas à la même définition, et peuvent diverger en conséquence.

Recommandation n°9 :

Mettre en cohérence la politique d'avancement automatique des agents à la durée minimum et la nécessité de disposer de leviers d'actions au regard de l'évolution de la masse salariale.

L'accord PPCR (parcours professionnels, carrières et rémunérations) a instauré un cadencement unique des avancements d'échelon, qui rend caduque la question de l'avancement d'échelon à la durée minimum.

Sur la structure Association pour la promotion des flux touristiques et économiques (APFTE)

Recommandation n°10 :

Notifier préalablement à la Commission Européenne tout nouveau projet de versement d'une subvention à l'APFTE et convenir avec celle-ci, qui bénéficie d'une subvention annuelle d'environ 400 000€, d'une évaluation documentée des retombées économiques de ses actions de promotion.

Les membres d'honneurs du conseil d'administration de l'association APFTE, que sont les collectivités territoriales et leurs groupements, telles que Montpellier Méditerranée Métropole, se sont positionnés pour le choix d'un processus de dissolution de l'association. Les contrats de promotion marketing territorial engagés avec la structure jusqu'au 31 mars 2018, ne seront donc pas renouvelés. Le soutien par subvention à la structure associative est donc caduc.

Sur la gestion déléguée relative à l'usine de Méthanisation AMETYST

Recommandation n°11 :

Exiger du délégataire de l'usine de traitement des déchets qu'il produise des rapports d'activité enrichis (notamment par la mention du coût à la tonne et une présentation pluriannuelle des données), en respectant une permanence de présentation conforme aux stipulations contractuelles.

Le décret publié le 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets, prévoit que des informations supplémentaires soient fournies par le délégataire d'un service public, en vue de figurer dans le rapport annuel de la Collectivité.

En conséquence, le cadre du rapport annuel du délégataire, qui figure en annexe 19 au contrat, sera désormais complété par les éléments de l'annexe 4 intégrée au nouvel avenant 1 à la convention de DSP AMETYST, approuvé par délibération en date du 29 mars 2018, et définissant notamment les nouvelles informations demandées.

Il convient de noter que l'annexe 4 fait également expressément référence à la mention de la « recommandation CRC » au titre du calcul d'indicateurs financiers permettant de communiquer sur le coût à la tonne, et au titre d'une présentation pluriannuelle des données.

Les attentes du délégant sont désormais issues de 4 sources : le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégataire de service public local et modifiant le code général des collectivités territoriales (article R1411-7 du Code général des collectivités territoriales), l'article 62 du contrat de DSP, le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015, les recommandations de la CRC.

Ces nouvelles dispositions s'appliqueront dans le cadre du prochain rapport annuel 2017, à transmettre à la Métropole, avant le 31 mai 2018.

Par ailleurs, il convient de noter que les rapports annuels du délégataire sont soumis au contrôle et à l'appréciation de la CCSPL (Commission consultative des services publics locaux), comme de la CCC (Commission de contrôle des comptes) ; ces commissions examinent les rapports annuels du délégataire entre les mois de septembre et décembre chaque année ; elles peuvent émettre des avis sur les données retranscrites par le délégataire, sur la base du contrôle des services de la collectivité, et demander des compléments le cas échéant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan des actions entreprises par Montpellier Méditerranée Métropole, suite au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie établi en 2015, portant sur l'examen de la gestion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier relative aux exercices 2010 et suivants ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte de la présentation du bilan.

Fait à Montpellier, le 04/05/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-41224-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 04/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.